



REIMS

NOVEMBRE 2625 Journal n°2 REIMS COORDONNÉES Secrétaire Académique Régis DEVALLÉ 06 12 68 26 60 sa.reims@snuep.fr SNUEP-FSU REIMS 18 rue de Vitry 51250 SERMAIZE LES BAINS PERMANENCE MAISON DES SYNDICATS 15 BVD DE LA PAIX 51100 REIMS Charleville Mézières • 08 Seda Vouziers REIMS 51 CHALONS-en-C CHAMPAGNE-ARDENNE gent-sur-Joinville 52 Chaumont LE SYNDICAT

DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

ÉDITO DU SECRÉTAIRE ACADÉMIQUE



Crise politique : agir pour des alternatives de progrès social, contre l'austérité et l'extrême droite

Dans cette nouvelle crise politique, le SNUEP-FSU réaffirme l'urgence d'une rupture avec les politiques d'austérité et la nécessité de concrétiser la justice fiscale, sociale et environnementale.

Depuis le passage en force du président de la République sur la réforme des retraites en 2023, notre pays traverse une grave crise sociale et démocratique. La crise de confiance et même la défiance envers les institutions se nourrit également du mépris opposés aux mobilisations sociales, particulièrement dans l'Éducation nationale (« choc des savoirs », voie professionnelle, etc) mais aussi sur les questions environnementales ou encore avec les dernières non réponses apportées par l'ex-premier ministre Sébastien Lecornu à l'intersyndicale sur la question du budget 2026.

La crise politique entre dans une nouvelle phase après la démission du Premier ministre et de son gouvernement nommés pour mener la même politique hostile au monde du travail. Cet épisode ne peut que renforcer la crise de confiance dans les institutions et la démocratie. C'est l'extrême droite qui, une nouvelle fois, peut tirer profit de cette crise en se nourrissant du désespoir social et politique né de 7 ans de macronisme.

Le SNUEP-FSU rappelle solennellement son opposition aux idées d'extrême droite : par nature, xénophobe et raciste, l'extrême droite est un danger pour l'École publique, pour nos élèves, nos collègues et pour la démocratie. L'extrême droite a une vision réactionnaire et antirépublicaine de l'école. Elle attise les divisions qui peuvent exister dans le monde du travail pour privilégier les intérêts du patronat. Le SNUEP-FSU est déterminé à poursuivre ses mobilisations syndicales, dans le cadre le plus large possible, pour empêcher l'extrême droite de parvenir au gouvernement.

Vous trouverez dans les pages suivantes <u>le communiqué de l'intersyndicale Education</u> (FSU, UNSA Éducation, FNEC FP FO, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, CGT Educ'action, SUD Éducation) et le communiqué de la FSU



Régis DEVALLÉ Secrétaire Académique SNUEP-FSU REIMS Coordinateur SNUEP-FSU Grand-Est Membre du Bureau National Élu CSAA Rectorat de REIMS

















Communiqué de presse

Retraites: un premier pas qui en appellera d'autres

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre a annoncé la suspension de la réforme des retraites jusqu'aux prochaines élections présidentielles. Cela signifie que les générations nées en 1964 et en 1965 pourraient partir quelques mois plus tôt que prévu, à 62 ans et 9 mois et avec 170 trimestres de cotisations.

Nos organisations saluent cette première avancée après de longs mois de mobilisations dans l'unité, et alors que les gouvernements successifs cherchaient à refermer le dossier en continuant à mener leur politique hostile au monde du travail.

C'est à mettre à l'actif de la mobilisation des millions de françaises et de français qui depuis 2023, par des voies multiples et sans jamais renoncer, ont exprimé leur rejet de cette injustice et de cette atteinte à la démocratie sociale. Des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs pourraient en bénéficier.

Les modalités techniques de mise en œuvre de cette suspension doivent encore être précisées tout comme elles doivent être adoptées par le Parlement.

Pour nos organisations syndicales, la suspension ne peut qu'être un préalable à l'abandon de la réforme in fine.

Le budget présenté par le gouvernement fait encore porter l'essentiel des efforts sur le monde du travail. C'est à nouveau un budget d'austérité avec des mesures inacceptables pour la population. Nos organisations continuent d'alerter sur la profondeur de la colère sociale.

Avec l'abandon du 49-3, l'adoption de l'ensemble de ces mesures va reposer sur les parlementaires. L'intersyndicale leur demande de supprimer les mesures d'austérité annoncées et d'élaborer un budget de justice sociale et fiscale garantissant un haut niveau de protection sociale, des services publics renforcés et des investissements vers une transition écologique et industrielle juste et de haut niveau.

Nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs et leurs syndicats à maintenir la pression et leurs revendications par des actions dans les entreprises, les services et administrations, par différentes initiatives, organisations de réunions d'information, assemblées générales du personnel... Elles conviennent d'ores et déjà de se revoir très rapidement.

Bagnolet, le 20 octobre 2025







Communiqué de presse

Financement de la « suspension » de la réforme des retraites : une provocation !

Aujourd'hui débute l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale.

La lettre rectificative au projet de loi de financement de la sécurité sociale, précisant les modalités de la « suspension » de la réforme des retraites et son financement, dévoile les leurres du gouvernement et renforce l'injustice du projet de budget.

Le fait que le gouvernement soit contraint de mettre en débat une mesure de « suspension » de la réforme de 2023 est à mettre à l'actif du mouvement social et de la mobilisation exceptionnelle de centaines de milliers de salarié·es qui ont dénoncé par la grève et les manifestations cette réforme injuste, et de l'intersyndicale interprofessionnelle qui a maintenu avec détermination ce sujet sur le devant de la scène:

La FSU rappelle qu'elle exige l'abrogation de la réforme des retraites de 2023 dans son intégralité et milite pour une retraite à taux plein accessible à 60 ans, financée en augmentant les taux de cotisation mais aussi les assiettes soumises à cotisations et la fin des nombreuses exonérations de cotisations.

Cette « suspension » n'est bien qu'un simple décalage qui consiste en un report de 3 mois du recul de l'âge d'ouverture des droits pour les générations nées entre 1964 et 1968. Seules les générations 1964 et 1965 bénéficieraient d'un report du nombre de trimestres de cotisation requis pour prétendre à une retraite à taux plein.

A cela s'ajoute les modalités de financement de la « suspension » qui sonnent comme une provocation !

Le gouvernement propose en effet de faire porter le coût de la « suspension » de la réforme d'une part sur les retraité·es dont les pensions seraient encore davantage sous-indexées, par rapport à l'inflation et d'autre part sur les organismes complémentaires d'assurance-maladie, qui vont répercuter le surcoût sur leurs adhérent·es. C'est inacceptable!

A ce stade, la réforme est inchangée pour la plupart des salarié·es. Le combat pour son abrogation et pour une amélioration des droits reste donc devant nous.

La FSU continue aussi d'exiger que des réponses soient apportées aux problématiques spécifiques des retraites de la fonction publique, notamment le montant des pensions

et les inégalités femmes-hommes. L'exercice à temps partiel est particulièrement pénalisant dans le calcul des droits à pension dans la fonction publique d'autant plus que la bonification d'un an par enfant a été supprimée par la loi de 2003. Les droits des femmes fonctionnaires ayant eu des enfants à compter du ler janvier 2004 ont été réduits de manière encore plus drastique que le régime général. Il est urgent de rétablir la prise en compte des enfants par une bonification de trimestres réputés cotisés.

La FSU continue aussi de dénoncer la théorie fallacieuse du « déficit caché » des retraites de la fonction publique régulièrement avancé pour mener campagne contre la fonction publique et ses agent·es.

Gel du point d'indice, année blanche pour les pensions, remplacement de l'abattement de 10 % pour les retraité.es par un plafond de 2000 euros, gel des prestations sociales, doublement des franchises médicales, suppression de milliers de postes... le gouvernement s'enferme dans l'austérité et le refus d'augmenter les recettes de l'État et de la Sécurité Sociale.

La FSU interpelle les parlementaires pour que les débats budgétaires débouchent sur des lois de finances et de financement de la sécurité sociale qui répondent à l'exigence de justice sociale, fiscale et environnementale qui s'exprime dans la population.

La FSU prendra, pendant la période du débat budgétaire, les initiatives nécessaires pour imposer d'autres choix et un tout autre budget, de justice sociale, fiscale et environnementale.

Bagnolet, le 27 octobre 2025





Date:

Signature:







SNUIPP SNUIPP FICHE INDIVIDUELLE DE SUIVI ET DE MANDATEMENT À RENVOYER À VOTRE SECTION ACADÉMIQUE À RENVOYER À VOTRE SECTION ACADÉMIQUE

MOUVEMENT INTER	IMPORTANT Académie d'exercice 2025-2026				
Discipline: Option pos	tulée :		(ou de gestion pour les réintégrations)		
NOM(S) figurant sur le bulletin de salaire (en CAPITALES)			Sexe H ou F	Date de naissance	
Prénoms :		Nom de nai	ssance:		
Adresse personnelle :					
Code postal Comm	nune:				
N° de téléphone fixe		Λél			
N° de téléphone mobile		N° de carte syndicale (ρ	oour les syndiqués	5):	
 ○ Vous avez déposé un dossier au titre du ha ○ Vous formulez des demandes de mutation SI VOUS FAITES OU D'AUTRES MOUVE 	en mouvement spécifique. DES DEMANDES PO	Précisez : UR DES POSTES	SPÉCIFIQUES	S DANTE	
Situation administrative actuelle : (remplissez et cochez les cadres avec précision		tulaire 🗌 Stagiaire exerçant : en formatio	∫ si ex-nor	laire O n-titulaire (contractuel·le, AEDO Jans l'enseignement supérieur O	
Catégorie (entourez la vôtre) Agrégé·e	Certifié·e P. EPS PI	_P A.E. (C.E. CPE	Psy-ÉN EDA Psy-ÉN EDO	
1 Vous êtes titulaire { affecté·e à titre affecté·e à titre en établissement ○ en zone de rempl Date de nomination sur ce poste : Établissement (ou ZR) d'affectation actuelle (no Etablissement rattachement : Établissement d'exercice (si différent) :	provisoire O lacement O om + commune) :	(enseignement, Ancienne affect Date d'affectati 3 Vous êtes stag enseignement, Ancienne affect	éducation, orient ation : on dans l'ancien p iaire 2025-2026 é éducation, orienta ation :	oste :ex-fonctionnaire hors É.N.	
Établissement d'exercice (si différent) : Vous avez été touché-e par une mesure de c		Vous êtes{ «	n détachement ecté∙e dans une C		
Année : Ancien poste : Date d'affectation dans ce poste :		Date de début :	Acad.	avant départ :l létez le 1) Date de début :	
	parentale conjointe	-		cipline de la personne concernée : t discipline de la personne concerné	
Vous êtes : marié·e ☐ pacsé·e ☐ con	cubin·e avec enfant(s)		e / PACS :		

POUR UN SUIVI EFFICACE, RENVOYEZ À VOTRE SECTION ACADÉMIQUE : • cette fiche de suivi et de mandatement datée et signée ;

une copie de votre confirmation de participation et de toutes les pièces justificatives ;
éventuellement, un courrier comportant des compléments d'information.

	Important: calculez vous-même votre barème							
	■ Échelon acquis au 31/08/2025 ou par reclassement au 1/09/2025							
	□ Classe normale : échelon □ 7 (minimum : 14 pts)							
	☐ Hors-classe :							
ટ	– Agrégés : échelon							
Éléments communs du barème	(98 pts si échelon 4 avec deux ans d'ancienneté dans cet échelon							
	105 pts si échelon 4 avec trois ans d'ancienneté dans cet échelon)							
nts u ba	– Certifiés et assimilés : échelon ∏7 + 56 pts							
éme	□ Classe except. : échelon □ 7 + 77 pts (limité à 105 pts)							
Élé	(105 pts si agrégé échelon 3 avec deux ans d'ancienneté dans cet échelon)							
	Nombre d'années de stabilité dans le poste au 31/08/2026 : 20							
	Bonification de 50 pts par tranche de 4 ans de stabilité poste :							
	☐ Affectation dans un établissement classé REP+ ou politique de la ville							
	(5 ans ou plus au 31/08/2026) : 400 pts							
	□ Affectation dans un établissement classé REP (5 ans ou plus au 31/08/2026) : 200 pts							
tion ive	□ Stagiaire ex-contractuel enseignant 1 er et 2nd degré, CPE et Psy-ÉN, ex-MA garanti d'emploi, ex-EAP, ex-AED							
situa	ou ex-AESH: jusqu'au 3 ° échelon : 150 pts 4° échelon : 165 pts 5° échelon et + : 180 pts							
i à la Imini	□ Stagiaire 2025-2026 (enseignant 2ª degré, CPE, Psy-ÉN en centre de formation) o u ex-stagiaire 2024-2025 et 2023-2024 ayant choisi de bénéficier de la bonification							
: liée: ou ac	sur le 1er vœu : 10 pts							
Bonifications liées à la situation individuelle ou administrative	□ Stagiaire 2025-2026 : académie(s) bonifiée(s) à 0,1 pt, précisez :							
nifica	Académie de stage :							
8.5	Académie d'inscription au concours :							
	□ Vœu préférentiel sur vœu académique (incompatible avec les bonifications familiales)							
	(nombre de demandes successives : − 1) ☐ 20 pts (plafonnement à 100 pts							
	sauf si bonification supérieure acquise antérieurement au mouvement 2016)							
	□ Rapprochement de conjoints ou autorité parentale conjointe : 150,2 pts forfaitaires							
	• Enfant(s) à charge : nombre x 100 pts							
	• Année(s) de séparation :							
	– titulaire en activité : ○ 1 an : 190 pts ; ○ 2 ans : 325 pts ; ○ 3 ans : 475 pts ;							
ées illiale	○ 4 ans et plus : 600 pts							
is lié Fami	– titulaire en CP ou disponibilité pour suivre conjoint : date début : ; date de fin :							
- <u>5</u> .5	○ 1 an : 95 pts ; ○ 2 ans : 190 pts ; ○ 3 ans : 285 pts ; ○ 4 ans et plus : 325 pts							
trat	- staqiaire séparé en 2025-2026 ○ 190 pts							
Bonifications lié la situation fami								
'n	+ 100 pts si les résidences professionnelles sont dans deux académies non limitrophes							
	+ 50 pts si les résidences professionnelles sont dans deux départements non limitrophes							
	d'académies limitrophes							
	☐ Mutation simultanée de conjoints : 80 pts forfaitaires							
	∫ ○ 1 ^{re} demande ○ Stagiaire en Corse (600 pts)							
	Vœu unique Corse							
	() 3° demande (1 000 pts) 1er et 2 nd degré, CPE et Psy-ÉN, ex-MA							
S S S S S S S S S S S S S S S S S S S	Affectation à garanti d'emploi, ex-EAP ou AED (1 400 pts)							
Autres situations	☐ Mayotte (1000 pts) ☐ Guyane (100 ou 200 pts) sur tous les vœux si au moins 5 ans d'activité au 31 août 2026							
sit	☐ Affectation en CLA depuis au moins 3 ans dans le même établissement (120 pts sur tous les vœux)							
	○ CIMM pour DROM y compris Mayotte (1 000 pts)							
	○ Travailleur handicapé ○ Réintégration ○ Ex-fonctionnaire							
	L	l .						



MUTATIONS INTER-ACADEMIQUE 5 NOVEMBRE AU 26 NOVEMBRE REUNIONS ET PERMANENCES

Les syndiqué·es peuvent prendre rendez-vous dans leur espace adhérent snes.edu (rendez-vous dans les lieux indiqués ou par téléphone/visio).

Un mail pour les rendez-vous : contact@reims.snes.edu

Un numéro de téléphone pour les rendez-vous : 03 26 88 52 66

Un mail pour les renseignements : sa.reims@snuep.fr

Vendredi 7 novembre : permanence mutation à Reims et visio de 15h à 17h

Vendredi 14 novembre : stage syndical Professeurs et CPE stagiaires à Reims

avec visio de 9h30 à 16h.

Samedi 15 novembre : permanence spéciale à Reims de 9h à 12h

Samedi 22 novembre : permanence spéciale à Reims de 9h à 12h

Mardi 26 novembre : permanence mutation à Reims de 9h à 17h

Les liens visio seront disponibles sur notre site académique quelques heures avant le début des réunions : sa.reims@snuep.fr seront complétées par les permanences habituelles (voir ci-dessous)



LA SECTION DÉPARTEMENTALE DES ARDENNES :

Permanence chaque mercredi de 14 h 30 à 17 h 00 Siège: 48, rue Victor Hugo - 08000 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Tél.: 03 24 57 30 39 Mél.: s2ard@reims.snes.edu



Permanence chaque après-midi au siège du S3 de 14h30 à 17h30

Siège : 35-37, rue Ponsardin (entrée au 37) - 51100 REIMS

Tél.: 03 26 88 52 66 Mél.: s2mar@reims.snes.edu



LA SECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AUBE :

Permanence chaque mercredi de 14 h30 à 17 h 00.

Siège: 3 bis, rue Voltaire, 2ème étage - 10000 TROYES

Tél.: 03 25 73 02 38 Mél: s2aub@reims.snes.edu

LA SECTION DÉPARTEMENTALE DE LA HAUTE-MARNE :

Permanence téléphonique chaque mercredi de 14h30 à 17h30

Tél: 07 83 55 60 63 Mél: s2hma@reims.snes.edu



ENGAGÉ-ES POUR LA DEFENSE DES





□ M. □ Mme Date de naissance:...../..../.....

En adhérant au SNUEP, vous rejoignez la FSU,

1ère fédération de l'Éducation nationale.

Nom de naissance:....

Ancien·ne adhérent·e ☐ Oui N°:

Pré no m :

BULLETIN D'ADHÉSION POUR L'ANNÉE 2025-2026

Adhésion valable jusqu'au 31/08/2026

SITUATION ADMINISTRATIVE □ PLP □ CPE □ AED □ AESH

☐ Classe no male ☐ Hors classe ☐ Classe exceptionnelle

☐ Stagiaire

Adressez ce bulletin d'adhésion et votre règlement à votre section académique

ou au SNUEP-FSU 38 rue Eugène Oudiné 75013 PARIS Courriel: snuep.national@wanadoo.fr Site: www.snuep.fr - Téléphone: 01.45.65.02.56

ACADÉMIE (au 01/09/2025) : ...

☐ Titula ire

MERCI de remplir complètement et LISIBLEMENT ce bulletin: cela facilite le travail des militant-es

□ Non

Adresse complète: Tél. fixe: Portable: E-mail (personnel):	Échelon a u 01/09/25: De puis le:/ Contractuel·le en CDD CDI Retraitée En congé Sansemploi Emploi parficulier: (ATP, AFA, CPA, détachement, Greto, MLDS, inspection, ZR, congés dives):							
Disc ip line préc ise :	Vous bénéficiez, que vous soyez imposable ou non, d'un crédit d'impôts égal à 66 % de votre cotisation. * *sauf déclaration aux frais réels où 100 % de la cotisation est comptabilisée dans les frais professionnels.							
AFFECTATION: IP SEP SEGPA DEREA	Journal FSU (« PO UR ») : 📮 Numé rique 📮 Papier							
Collège I Lycée Supérieur FC Nom de l'établissement: RNE (facultatif): Ville: Si TZR, Étab d'exercice:	RÈGLEMENT DE LA COTI SATION Temps partie l:							
Rattachement administratif:	Dès que l'adhé sion est enregistrée, elle est définitive et ne peut être remboursée.							
Autorisation CNIL: Le SNUEP-PSU po uma utilise rie sinfo mations ci-de ssus pourm'a dre sse rie spublic ations syndic ale s. Je de man de au SNUEP-PSU de me communique rie sinfo mations professionne le set de gestion de ma camère auxque lle sila accès à Tocco asón de scommissions. Je l'autorise à faire figure re esinformations due sich hie rise t le straite me ntsa uto matisé sdans le sconditions fixée s par les art. 26 et 27 de la bid u06/01/78. Cette autorisation, à re conduire birs dure nouve lle ment d'ad hé sion, estré voc able dans les mêmes conditions que le doit d'accès e ma' adres sant aux SNUEP-PSU.								
	conduit automatiquement les années suivantes à la même date et je sem i avertie de son essaires à ma situation (indice, date de promotion, quotité de travail, etc.), cho sirun autre mon compte à prélever:€€							
En sig nant ce formulaire de mandat, vous autorisez le SNUEP-RSU à envoyer de sinstructions à votre bar du SNUEP-RSU. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé parvotre banque se lon les conditi	nque pour débitervotre compte et votre banque à débitervotre compte conformément aux instructions ons décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. de votre compte. Vos droits, concernant le présent mandat, sont expliqués dans un document que vous							
NOM, PRÉNOM(S) ET ADRESSE DU DÉBITEUR	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER SNUEP							
I BAN / /	Paiement: ☐ récurrent /répétitif À: Le: Signature:							
Joindre obligatoirement un RIB et compléter le mandat SEPA e Paie ment ré current ne veut pas dire re conductible mais autorisatic								





MONTANTS DES COTISATIONS DE SYNDICALISATION POUR L'ANNÉE 2025-2026

En adhérant au SNUEP, vous rejoignez la FSU. 1ère fédération de l'Éducation nationale.

Adhésion valable jusqu'au 31/08/2026

Tomas partial con prorata do la quetitó de traitemen

Imposable ou non, vous bénéficiez d'un crédit d'impôts de 66 % du montant de la cotisation.

COTICATIONS ANNUITIES DES DID ET CDE ADUÉSION

	COTISATIONS ANNUELLES DES PLP ET CPE – ADHESION						Temps partiel : au prorata de la quotite de traitement					
	Catégorie \ Échelon	1	2	3	4	5	6 ou A1	7 ou A2	8 ou A3	9	10	11
Métropole en €	Classe normale Coût réel mensuel après crédit d'impôts	99 2,81	123 3,49	147 4,17	150 4,25	156 4,42	162 4,59	171 4,85	183 5,19	192 5,44	204 5,78	216 6,12
	Hors classe Coût réel mensuel après crédit d'impôts	195 5,53	204 5,78	219 6,21	237 6,72	252 7,14	264 7,48	270 7,65				
	Classe exceptionnelle Coût réel mensuel après crédit d'impôts	231 6,55	243 6,89	255 7,23	273 7,74		291 8,25	303 8,59	318 9,01			
La Réunion en €	Classe normale Coût réel mensuel après crédit d'impôts	99 2,81	159 4,51	189 5,36	195 5,53	201 5,70	207 5,87	219 6,21	237 6,72	252 7,14	267 7,57	285 8,08
	Hors classe Coût réel mensuel après crédit d'impôts	252 7,14	264 7,48	285 8,08	303 8,59	324 9,18	342 9,69	348 9,86				
	Classe exceptionnelle Coût réel mensuel après crédit d'impôts	297 8,42	312 8,84	327 9,27	354 10,03		378 10,71	393 11,14	411 11,65			
Nouvelle- Calédonie et Polynésie française en CFP	Classe normale Coût réel mensuel après crédit d'impôts	11796 334,22	18948 536,86	22524 638,18	23238 658,41	23952 678,64	24669 698,96	26097 739,42	28242 800,19	30030 850,85	31818 901,51	33963 962,29
	Hors classe Coût réel mensuel après crédit d'impôts	30030 850,85	31461 891,40	33963 962,29	36108 1023,06	38610 1093,95	40755 1154,73	41472 1175,04				
	Classe exceptionnelle Coût réel mensuel après crédit d'impôts	35394 1002,83	37182 1053,49	38967 1104,07	42186 1195,27		45045 1276,28	46833 1326,94	48978 1387,71			
Guadeloupe Mayotte Martinique Guyane en €	Classe normale Coût réel mensuel après crédit d'impôts	99 2,81	144 4,08	171 4,85	174 4,93	180 5,10	189 5,36	198 5,61	213 6,04	225 6,38	240 6,80	258 7,31
	Hors classe Coût réel mensuel après crédit d'impôts	225 6,38	240 6,80	258 7,31	276 7,82	291 8,25	309 8,76	315 8,93				
	Classe exceptionnelle Coût réel mensuel après crédit d'impôts	267 7,57	282 7,99	297 8,42	315 8,93		339 9,61	354 10,03	372 10,54			

AUTRES COTISATIONS :	☐ Stagiaire : 1 er	échelon classe normale	DAED : 24 €	□AESH: 24 € □	Sans traitement : 24 €				
Contractuel·les -	(1) Les bonifications indiciaires ainsi que les majorations brutes de traitement et indexations (outre-mer)								
Traitement mensuel BRUT (1)	Inférieure à 1101 €	de 1101 € à 1400 €	de 1401 € à 1700 €	de 1701 € à 2000 €	2001 € et plus				
Cotisation annuelle	42€	63 €	84 €	102 €	123 €				
Retraité-es* - PLP et CPE									
Pension mensuelle BRUTE	Inférieure à 1801 €	de 1801 € à 2000 €	de 2001 € à 2200 €	de 2201 € à 2400 €	2401 € et plus				
Cotisation annuelle	72€	90 €	99 €	108 €	117 €				
* Pour les retraité es, l'adhésion au SNUEP inclut l'adhésion à la FGR-FP (Fédération générale des retraités de la Fonction publique)									

CONTACTS ACADÉMIQUES

Aix-Marseille Nicolas VOISIN SNUEP-FSU 12 place du Gal de Gaulle 13001 Marseille

Amiens Fabien MÉLANIE SNUEP-FSU 9 rue Eric Tabarly

02840 Arthes-sous-Laon Jérôme LENORMAND Maison des Syndicats SNUEP-FSU 4B rue I éonard de Vinci

25000 Besançon Géraldine JOUSSEAUME SNUEP-FSU - Immeuble Pont d'Aquitaine - Bur. 111

Jean-Rantiste CHATRE Christophe FERREIRA SNUEP-FSU Maison du peuple

63000 Clermont-Ferrand

14 rue Cantelaudette 33310 Lormont Morne Caruel 97139 Les Abymes Michel D.IIVAS

Annie SCHEIDEL SNUEP-FSU Maison des Syndicats 11/13 rue des Archives 94000 Créteil Diion

Gaël PERRON 24 av Camille Saint-Saëns 71880 Chatenoy-le-Royal Bertrand GUILLAUD-ROLLIN

Pascal MICHELON

Créteil Abdelatif ATOUF

SNUEP-FSU Bourse du travail 32 av. de l'Europe 38030 Grenoble

SNUEP-FSU Résidence "Les Alpinias", 2 Ruelle Sainte Lucie -

Isabelle BARON SNUEP-FSU. BP 847 97339 Cayenne Cedex Retrouver les mails et numéros detéléphone sur www.snuep.fr Montpellier Hélène MARQUES Résidence les Longanis Bat SNUEP-FSU

Enclos des Lys, bat B

585 rue d'Aiguelongue 34090 Montpellier

Lorène TOUSSAINT

SNUEP-ESU

54000 Nancy

SNUEP-FSU

Nantes Laurence ADRIEN

Bourse du Travail 14 Place Imbach

49100 Angers

C, Appt 4 - 7 Bd Mahatma Gandhi 97490 Ste Clotilde Lille SNUEP-FSU 209 rue Nationale

Jennifer LOPIN

59000 Lille Limoges Olivier MARATRAT Christophe TRISTAN SNUEP-FSU 24 bis rue de Nexon

87000 Limoges

Mayotte Sabrina HASSANI

SNUEP-FSU

2 rue de la Paix

97600 Mamoudzou

Lyon Séverine BRELOT SNUEP-FSU, salle 44 B du travail Pl Guichard 69003 Lyon

Nice Emmanuelle CAZACH Christian PETIT Martinique SNUEP-FSU Christophe THEGAT 264 Bd de la Madeleine 06000 NICE SNUEP-FSU 41 avenue des Caneficiers 97200 Fort de France

Jérôme DUBOIS Cyril MIRIANON Estelle POLIILLY SNUEP-FSU 4 rue Louis Potera (rond-point El-Farouk) 76100 Rouen

Nouvelle-Calédon Aurélia VANHALLE BP 58

98845 NOUMEA CEDEX Christophe MAYAM SNUEP-FSU 35-37 Av. de l'Europe BP 30836

Philippe BOEHMER 41008 BLOIS Cedex 182 avenue du Gal Leclerc Paris Eric CAVATERRA Amar GHEBAÏ

Roselyne MELLOUL SNUEP-FSU Paris 38 rue Eugène Oudiné 75013 Paris Poitiers SNUEP-FSU

16 Av. du Parc d'Artillerie 86034 Poitiers Cedex Vanessa LO

eps FAAFATUA BP 62341 98702 Faa Centre Régis DEVALLÉ 18 rue de Vitry

51250 Sermaize-les-Bains

14 rue Papu 35000 Rennes SNUEP-FSU 4 rue de Lausanne 67000 Strasbourg Cécile AMALRIC. Éric JALADE

Rennes Ronan OILLIC

SNUEP-FSU

Florence DRÉAN

SNUEP-FSU 2 avenue Jean Rieux 31500 Toulouse Versailles Olivier GUYON

SNUEP-FSU Versailles 38 rue Eugène Oudiné 75013 Paris